



Nous nous battons pour une Suisse ouverte dans une Europe sociale

Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse et conseiller aux Etats (FR)

Seules les paroles prononcées font foi.

En vue de cette Assemblée des délégué-e-s, j'ai été amené à donner quelques commentaires sur la question européenne, sous forme d'interview. Un de nos membres m'a contacté, dans les termes suivants :

„Mein Gott, Christian, was hat eigentlich diese absurde EU Diskussion noch mit SP-Politik zu tun. Wäre es nicht besser die SP Schweiz würde sich auf die echten sozialen Kernprobleme konzentrieren anstatt solche diffuse und so oder so fruchtlose Diskussionen zu führen – reine Spiegelfechtereien. Siehst du nicht, dass wir damit mit sehr grosser Wahrscheinlichkeit wieder Wähler verlieren.“

En dehors du fait que nous nous occupons des problèmes sociaux – souvent seuls contre tous - et que je suis convaincu que nous allons gagner les prochaines élections, la question posée par le camarade Rolf mérite d'être traitée. Sommes-nous en train de disserter du sexe des anges ? S'agit-il lorsque nous débattons des relations de la Suisse à l'Europe de « Wolkschieberei », pour reprendre une expression chère à nos amis alémaniques ?

Rolf aurait raison, si nous débattions aujourd'hui, entre nous, de la date de l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Il aurait raison si nous dessinions déjà les traits du prochain traité par lequel nous réglerions les détails cette adhésion. Le public n'est pas prêt, la chose n'est peut-être même, dans l'immédiat, souhaitée par personne.

Comment en effet défendre, dans une perspective de gauche, le bilan de la Commission européenne emmenée par José Manuel Barroso ? Comment considérer que les politiques néolibérales menées par Bruxelles peuvent soulever le moindre enthousiasme ? Cette Commission a réussi l'exploit de dresser, en dix ans, les électeur-trice-s contre l'Union elle-même. Elle a fait passer l'intérêt des banques – soutenues à hauteur de 700 milliards d'euros – avant l'intérêt des jeunes chômeurs, qui devront se contenter de 6 milliards d'euro. Elle a fait passer l'austérité financière avant la croissance économique et l'emploi. Elle a plongé la moitié du continent dans la récession. Elle persiste à prendre les décisions centrales pour son avenir au sein d'un conseil peu démocratique, pas transparent du tout et ne rendant de comptes à personne. Elle a préféré les marchés et leurs clients aux services publics et leurs usagers ! Comment peut-on, aujourd'hui, défendre cette Europe-là ?

Et bien camarades, vous le savez. Parce que vous aussi, vous êtes interpellés régulièrement par Rolf ou par un autre camarade. Nous défendons l'Europe, parce que c'est beaucoup plus que cela. C'est d'abord 70 années de paix. C'est ensuite une communauté de destin, de cultures, une identité profonde. Nous européen-ne-s lisons les mêmes auteurs, écoutons les mêmes musiques, mangeons les mêmes cuisines, racontons les mêmes contes à nos enfants le soir au moment du coucher. L'Europe que nous aimons, c'est celle des libertés, celle des Droits de l'Homme, celle de la suppression de la peine de mort, celle de la liberté d'expression, de la liberté de voyager. L'Europe, c'est la liberté pour les salarié-e-s d'exercer

1

leur profession où ils l'entendent. C'est cette Europe-là qu'il faut défendre, alors que montent en parallèle les nationalismes et la haine, en Ukraine et en Russie, bien sûr. Mais pas uniquement ! En France évidemment, avec Marine le Pen, mais pas exclusivement. En Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse... Oui, en Suisse aussi. Dites-moi sinon de quelle idéologie relève ceux qui entendent imposer l'arbitraire en matière de refoulement d'étrangers criminels, ceux qui mènent la chasse aux invalides, qui veulent nous ramener au temps des saisonniers ?

Et c'est pour ces deux raisons que nous allons mener campagne pour les élections européennes du 25 mai prochain, parce que nous croyons au projet européen et parce que nous considérons comme catastrophique le bilan de la Commission sortante. Plus d'1,7 millions de citoyen-ne-s européen-ne-s vivent en Suisse. Ils peuvent voter dans leur pays d'origine. Ils représentent un poids plus important que celui de quelques petits pays de l'Union européenne. Nous menons campagne pour eux, avec eux. Pour les aider, avec le Parti socialiste européen et son candidat à la présidence de la Commission Martin Schulz, à changer l'Europe. Pour rapprocher l'Union de ses concitoyen-ne-s. Pour remettre la croissance et l'emploi au cœur du pacte social européen. Pour rallumer la flamme de l'Europe sociale, celle de Jacques Delors et de François Mitterrand. Pour démocratiser davantage les Institutions européennes. Ce n'est pas un hasard si, pour la première fois, le président de la Commission sera désigné par le parlement et non plus par le Conseil des chefs de gouvernements. Par le fruit de l'élection populaire et non plus par le biais de tractations de coulisses. Dans cette Europe désillusionnée, un espoir doit se lever, une étoile doit monter, celle du socialisme et de la sociale démocratie.

Je vous entends : c'est bien beau, mais pour la Suisse... Oui, pour la Suisse ? D'aucuns considèrent que le vote du 9 février dernier marque la fin de la discussion européenne. Qu'il faudrait fermer portes et fenêtres, se barricader, et ne sortir qu'en cas d'extrême nécessité. C'est la voie solitaire. C'est le retour prôné par l'ASIN aux accords de libre-échange de 1970. Une solution raisonnable pour régler nos relations avec la Corée du Sud ou le Japon, mais absolument insuffisante pour poser le cadre de notre collaboration avec nos voisins. Le libre-échange consiste à baisser – pour certains produits – les tarifs douaniers. Vous pensez garantir la participation de nos étudiants à Erasmus par ce biais ? Mettre en réseau nos universités avec les centres européens de recherche ? Avancer dans le traitement des questions portant sur l'aéroport de Zurich ? Progresser pour raccorder le réseau électrique suisse et celui de nos voisins, comme ça, avec un simple accord de libre-échange. On peut en parler, car il faut parler de tout, mais le retour aux accords de 1972 nous replongerait ... dans la situation économique de ces années-là. La crise du pétrole, l'explosion du chômage, les tracasseries aux frontières, l'isolement. En voilà une belle perspective pour nos enfants !

Il n'y aura pas de retour en arrière... Le 9 février marque la fin des bilatérales telles que nous les avons connues. Pour la Suisse, il s'agit maintenant d'aller de l'avant. D'une part de chercher une nouvelle solution avec l'Union européenne. Et nous exigeons, pour mener cette discussion, une présentation transparente des différentes options. De l' « Alleingang », la voie solitaire, à l'adhésion, en passant par le renouvellement des accords bilatéraux.

Je vois bien que la droite répète, comme un mantra, que la voie bilatérale est la seule envisageable, comme elle répétait il y a trois ans que le secret bancaire n'était pas négociable. J'entends bien les cris d'orfraies de certains médias bien-pensants. Je connais les craintes

de certains d'entre nous : « les Suisses ne sont pas prêts à suivre sur le chemin de l'adhésion ». C'est vrai. Mais les Suisses ne veulent pas d'œillères, ils ne veulent pas de tabous. Critiques, comme nous, face au bilan de la Commission Barroso, ils ont espoir que l'Union change. Ils veulent débattre ouvertement de toutes les options, peser coûts et avantages, décider en connaissance de cause. La peur, le déni, l'aveuglement idéologique sont de mauvais conseillers. Les Suisses sont trop prudents pour ne pas exiger de leur Gouvernement que toutes les options soient posées sur la table, sans présupposé ni tabous. Et ils nous seront reconnaissants de forcer cette discussion.

Die Gewinner des 9. Februar bestimmen nicht die Politik der Sozialdemokratischen Partei. Sie können uns nicht verbieten, eine weltoffene Schweiz zu verteidigen, die in Harmonie mit ihren Nachbarn lebt, die aber auch erfolgreich und selbstsicher ist. Sie können uns nicht zwingen, das Saisonierstatut wieder einzuführen, Migrantinnen und Migranten zu diskriminieren und auf eine Verteidigung der flankierenden Massnahmen zu verzichten. Und sie hindern uns nicht an der Überzeugung, dass mittelfristig die Aufnahme von Diskussionen mit der Europäischen Union unumgänglich ist.

Es wird ihnen aber auch nicht gelingen, uns zu einer verzweifelten Flucht nach vorne zu zwingen, zu einem kopflosen Marsch nach Europa, als wäre das die einzige Lösung und das einzige Ziel unserer Politik. Die Europadebatte wird mit dem Volk und durch das Volk geführt, Schritt für Schritt. Und diese Debatte wird aufzeigen, wie wir die Politik der EU ändern können. Aus diesem Grund nehmen wir an den europäischen Wahlen teil. Und deshalb sagen wir auch, was der bilaterale Weg kostet. Wirtschaftlich, aber auch in Bezug auf die Souveränität. Man muss das Volk überzeugen, nicht zwingen. Unsere Beschlüsse sind klar. Sie wurden in Lausanne von einer deutlichen Mehrheit getragen, fliessen in die vorliegende Resolution ein und sind Thema von Vorstössen der Fraktion. Bleiben wir unserer Linie treu, denn nicht die SVP diktiert unsere Europapolitik. Weder in die eine Richtung – der Abschottung – , noch in eine andere.

In der Resolution, die euch vorliegt, geht es um ein anderes Thema: die Umsetzung des am 9. Februar angenommenen Verfassungsartikels. Und lasst es mich in aller Deutlichkeit sagen: Es ist nicht der Moment für Basteleien, für mehr oder weniger schwammige Interpretationen. Es ist Zeit für die Verteidigung unserer Werte. Für die Verdeutlichung unserer Grundsätze, und zwar in drei ganz klaren Punkten:

Erstens werden wir den Erhalt von stabilen institutionellen Beziehungen zur Europäischen Union nicht kampflos aufgeben. Wir werden das Volk fragen, ob die Personenfreizügigkeit aufgekündigt werden soll. *Zweitens* werden wir, wenn nötig per Referendum, jede diskriminierende Regelung bekämpfen. Die Wiedereinführung des Saisonierstatuts durch eine Beschränkung des Familiennachzugs für Kurzaufenthalte ist inakzeptabel. Die Schweiz der Baracken gehört der Vergangenheit an. Und wir werden alles dafür tun, dass das so bleibt. Schliesslich brauchen wir *drittens* einen stärkeren Lohnschutz. Die flankierenden Massnahmen dürfen nicht in Frage gestellt werden. Die Arbeiterinnen und Arbeiter unseres Landes fühlen sich verlassen, an skrupellose Arbeitgeber ausgeliefert. Wir schulden ihnen Antworten.

Wir haben uns für bessere flankierende Massnahmen eingesetzt. Wir haben gezeigt, wie das zu machen wäre. Ja wir haben unseren politischen Gegnern die Hand gereicht, um starke

symbolische Zeichen vor den Abstimmungen zu setzen, um das Vertrauen der Angestellten in unserem Land zurückzugewinnen, die sich als Opfer der Globalisierung fühlen. Die Freisinnigen haben „Erpressung“ geschrien. Ein paar denkfaule Journalisten haben von Poker gesprochen. Sie haben nur ein Spiel gesehen, wo es um Leidensdruck ging. Sie sahen nur eine Machtfrage, wo die Bevölkerung angesichts des unausgewogenen Wachstums Zweifel und Befürchtungen hatte. Sie haben, aus Sturheit, aus Blindheit, aus Arroganz und aus Ideologie die Abstimmung vom 9. Februar verloren.

Der Bundesrat hat jetzt das Spiel abgepfiffen. Auch wenn es mit Monaten, wenn nicht Jahren der Verspätung erfolgt, so wollen wir ihm zugestehen, dass er diese Woche das Ausmass der sozialen Unzufriedenheit erkannt hat. Knapp zwei Monate nach der Abstimmung hat er die Notwendigkeit der flankierenden Massnahmen bekräftigt – welche die Freisinnigen opfern wollten. Er hat die Notwendigkeit erkannt, sie durch eine erleichterte Ausweitung der Gesamtarbeitsverträge zu stärken. Er arbeitet daran, sie auf den nicht geregelten Bereich auszuweiten. Und er erkennt, dass er keine Lösung für das Problem der prekarierten Arbeitnehmer in den Branchen hat, in denen die Sozialpartner fehlen. Es ist gut, dass der Bundesrat dieses Problem erkennt. Wir haben eine Lösung. Sie heisst Mindestlohn für alle, und wir stimmen am 18. Mai darüber ab.

Wir müssen daran arbeiten, das Vertrauen der Mehrheit der Bevölkerung zurückzugewinnen. Wir dürfen nicht vergessen, dass wir vor dem 9. Februar vier Abstimmungen zur Freizügigkeit gewonnen haben. Und wir dürfen nicht ausblenden, dass alle diese Abstimmungen von konkreten sozialen Fortschritten begleitet waren. Die fehlende Antwort auf diese sozialen Missstände erklärt das Ergebnis, mit dem wir uns heute beschäftigen.

Es ist normal, dass sich die Konservativen der Personenfreizügigkeit widersetzen. Es war immer so und wird immer so sein. Sie widersetzen sich dem Andern, dem Fremden, der Multikulturalität. Unsere Niederlage vom 9. Februar entspringt nicht einer plötzlichen, unerklärlichen Wende der Schweiz hin zum sozialen Konservatismus. Sie kommt vielmehr aus den früher eher offenen Agglomerationen. Die Menschen in diesen Agglomerationen machen sich Sorgen, weil das Wachstum fehlgeleitet ist: Sie sehen einen anarchischen Lebensraum ohne Seele, eine geopfert Natur, ein zerfallendes Sozialleben. Sie kämpfen mit wachsendem Druck im Beruf, mit schlechteren Lohnbedingungen und mit einer stagnierenden Kaufkraft. Wir haben dieses Unbehagen gesehen. Wir haben politische Antworten geliefert: Verstärkte flankierende Massnahmen, Ausweitung auf die Wohnpolitik, Stärkung unserer Raumplanungspolitik, mehr Aufmerksamkeit für die Lebensqualität in den Agglomerationsgemeinden. Wir wurden von der bürgerlichen Mehrheit im Bundesrat nicht gehört, oder nur sehr schwach. Wir konnten unsere politischen Gegner nicht davon überzeugen, dass es eine Reaktion gebraucht hätte.

Wenn man uns einen Vorwurf machen will, dann sicher nicht den, dass wir – wie in Baden – eine Stärkung und Ausweitung der flankierenden Massnahmen gefordert haben. Auch nicht unsere Feststellung, dass ohne starke politische Geste das Volk der Freizügigkeit die Unterstützung entziehen würde und dass wir - spätestens bei der Abstimmung über Kroatien - auf einen Crash zusteuerten. Uns die Verteidigung der flankierenden Massnahmen vorzuwerfen, ist absurd.

Wir haben verloren, weil wir uns nicht Gehör verschaffen konnten. Weil wir zwar hellsichtig genug waren, den Leidensdruck der Bevölkerung in den Agglomerationen wahrzunehmen und zu verstehen, aber unsere Gegner nicht dazu bringen konnten, Massnahmen zu ergreifen. Doch in unserem System, ihr wisst es, nützt Recht haben allein nichts... Der Bundesrat gibt uns heute Recht. Ein wenig spät zwar, aber immerhin lässt uns das hoffen für morgen.

Alors revenons à mon camarade Rolf, celui qui trouve que nous devrions davantage nous occuper de la question sociale et moins des affaires européennes. J'ai reçu son mail hier. Et je lui répondrai la semaine prochaine. Si vous êtes d'accord en votre nom à tous. En substance, je pense lui dire ceci :

« Cher Rolf,

Merci pour ton mail. Nous nous battons pour renforcer la protection des salarié-e-s, pour améliorer le pouvoir d'achat, le logement, les transports, l'offre culturelle dans les agglomérations de nos villes. Nous sommes seuls à nous battre contre une augmentation de l'âge de la retraite et une baisse des rentes, comme le propose economiesuisse. Alors tu vois, les questions sociales, nous ne faisons que ça. Mais tout ça n'est possible que si nous vivons dans un cadre stable et en bonne harmonie avec nos voisins. La voie bilatérale comme nous l'avons connue touche maintenant à sa fin. Il faut trouver d'autres solutions. Pour y arriver, il faut poser toutes les options sur la table, sans tabou, sans œillères. Et pour que l'UE retrouve la confiance des peuples, la gauche doit y gagner en influence. Tout est lié : notre combat pour une Suisse plus sociale, les mesures d'accompagnement, les élections européennes. Les fondateurs du Parti socialiste disaient déjà qu'il ne pouvait y avoir de prospérité en Suisse si l'Europe était en crise. C'était des internationalistes, des gens ouverts, comme nous. Ne te fais pas trop de souci, nos électrices et électeurs comprennent tout cela. Mais il faut du courage pour l'affirmer dans une Suisse qui se cherche un peu suite au vote du 9 février. Ce courage, je suis sûr que toi aussi, tu l'as. Ensemble, parlons vrai, osons, battons-nous.

Merci de ton engagement au quotidien pour notre Parti, nos valeurs,

cordialement, Christian ».